

S'APPROPRIER LE PROCESSUS PARTICIPATIF AU BURKINA FASO

Le PNUD soutient la décentralisation et les prises de décisions au niveau local



S'APPROPRIER LE PROCESSUS PARTICIPATIF AU BURKINA FASO

Le PNUD soutient la décentralisation
et les prises de décisions au niveau local

Janvier 2009

Conception et texte: Julia Spry-Leverton
Photographie et production: Giacomo Pirozzi

VISION	MISSION	VALEURS
Le PNUD Burkina Faso est un partenaire multilatéral de référence dans le développement des capacités nationales pour l'atteinte des OMD	Délivrer des services efficaces de développement dans les domaines de gouvernance, environnement/énergie et VIH/SIDA en vue d'un Burkina meilleur, plus juste et équitable.	Transparence Intégrité Équité Tolérance Innovation



Sur la base des priorités définies par la population, cette école à Yalgo a été construite avec l'appui du projet PAPNA

TABLE DES MATIÈRES

1. AVANT-PROPOS	1
2. GÉNÉRALITÉS	3
Encadré sur le Programme du PNUD au Burkina Faso	4
3. TÉMOIGNAGES	
« Il faut vous réveiller, n'attendez pas que l'aide arrive, les animateurs villageois se mobilisent en faveur d'un développement local dynamique »	5
« Maintenant, je lis tous les jours – ce qui prouve que c'est possible ! » – l'alphabétisation ouvre la voie à la démocratie et à l'autodétermination	8
Protéger la ressource essentielle du Namentenga – le PAPNA aide les communautés à planifier pour privilégier la santé des animaux	10
« L'avenir de nos enfants exige que nous investissions immédiatement » – Les nouvelles salles de classe de Yalgo montrent que la communauté se préoccupe des générations futures	13
4. ORIENTATIONS FUTURES	15
ACRONYMES	16

AVANT-PROPOS

Dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté, le processus de décentralisation suppose la transmission du pouvoir aux provinces du pays. Les réformes en faveur de la décentralisation apportent des données radicalement nouvelles, selon lesquelles la société civile et le secteur privé sont impliqués dans des secteurs qui étaient contrôlés par les autorités de l'État. Ce changement offre des possibilités sans précédent aux populations locales de participer aux mécanismes de prises de décisions qui ont un impact sur leur vie quotidienne et leurs moyens de subsistance.

Le Burkina Faso, depuis le début des années 1990, encourage la population à s'exprimer en privilégiant l'autonomie et les initiatives locales. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU), en partenariat avec le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD), et en coopération avec le ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, et avec le Fonds Belge de Survie, contribue au processus de décentralisation au Burkina Faso depuis 2004. L'assistance est assurée par l'intermédiaire du Programme d'Appui à la Décentralisation, à la Participation Citoyenne et au Développement Local connu sous le nom de DEPACIDEL.

Ce programme affiche des résultats très encourageants. Les interventions menées dans différentes régions du Burkina Faso ont permis de conclure qu'une compréhension plus approfondie des mécanismes démocratiques va de pair avec la faculté à saisir les possibilités de progrès économique. Par ailleurs, on n'a pu que se féliciter de la vigueur avec laquelle les communautés évoluent et s'approprient les mécanismes participatifs quand on leur donne une chance de planifier et gérer leurs propres affaires, une préoccupation qui est au centre du Programme à la décentralisation.

En même temps, le DEPACIDEL révèle clairement les liens entre une situation dans laquelle les populations peuvent définir leurs besoins et faire respecter leurs droits, et la réalisation d'une culture de paix, célébrant et favorisant l'harmonie. Grâce à la détermination politique dont a fait preuve le gouvernement en favorisant la création d'un Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités territoriales (FPDCT), l'avenir s'éclaircit au Burkina Faso à mesure que la décentralisation s'impose dans l'ensemble du pays.

Le PNUD Burkina Faso estime que le soutien au DEPACIDEL est un bon moyen d'aider les populations à échapper à la pauvreté, qu'il rapportera des dividendes inestimables et profitera à l'ensemble des citoyens.

Babacar Cissé
Représentant Résident du PNUD
Burkina Faso



Babacar Cissé, Représentant Résident du PNUD à Dédougou recevant le plan de développement communal



Les femmes sont engagées et travaillent dans leur jardin potager à Yalgo pour subvenir à leurs besoins



Des bénéficiaires qui sont devenus des acteurs autonomes

Le but est de faire de ceux qui étaient essentiellement des bénéficiaires des initiatives locales de développement des acteurs autonomes responsables se chargeant et décidant eux-mêmes de l'investissement à consentir dans l'infrastructure physique et sociale. Selon les estimations, 51 % de la population rurale vivraient en dessous du seuil de pauvreté.

À l'écoute des citoyens sur la question des droits

Les premières élections ont eu lieu en 2006 dans les municipalités rurales. L'un des aspects cruciaux de la décentralisation consiste à sensibiliser les citoyens aux droits sociaux, économiques et culturels auxquels ils peuvent prétendre – et à s'assurer que leurs voix sont entendues.

L'amélioration du taux d'alphabétisation est la condition sine qua non de leur engagement dans le processus démocratique. Cette question revêt une importance vitale dans un pays où 28,3 % seulement des adultes savent lire et écrire : soit un taux d'alphabétisation parmi les plus faibles du monde.

Le PNUD soutient la décentralisation par l'intermédiaire du Programme d'Appui à la Décentralisation, à la participation Citoyenne et au développement Local connu sous le nom de DEPACIDEL, exécuté en partenariat avec le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.

Dans le cadre d'un sous-programme appelé ADEPAC, l'initiative privilégie la participation, renforce les capacités de planification de la société civile, notamment les contributions des femmes et des jeunes aux prises de décisions.

Renforcement de l'efficacité et de la transparence en matière de gouvernance locale

Le programme du PNUD s'inscrit dans le domaine stratégique de la promotion de la bonne gouvernance. Les objectifs sont d'améliorer l'efficacité et la transparence de la gestion du secteur public, de renforcer la société civile, d'encourager le respect des droits de l'homme, de contribuer au mécanisme de décentralisation en intégrant les citoyens dans la gouvernance locale, et d'édifier une culture de tolérance et de paix.

Réduction de la pauvreté grâce au renforcement des capacités des autorités locales

La décentralisation au Burkina Faso est un processus qui exige un effort concerté à long terme en faveur de la réduction de la pauvreté, mis en œuvre grâce au renforcement des autorités locales. En 2004, une loi sur la décentralisation a établi plus de 300 organes dirigeants locaux connus sous le nom de communes rurales.

Depuis 2005, les autorités locales de 13 régions, comprenant les municipalités urbaines et rurales, se sont vues confier la tâche de planifier le développement économique, la santé, l'environnement, l'éducation, l'emploi, l'alphabétisation, la culture et les sports, la protection civile, l'eau et l'électricité, les cimetières, les marchés et les abattoirs.

Renforcement des capacités de planification des communes

Dans les zones rurales, où vivent 80 % de la population, le regroupement des 8000 villages du pays en communes autonomes a été conçu dans le but de renforcer leurs capacités de planification, de gestion et de mobilisation de ressources pour leur développement tout en encourageant la création de commissions facilitant la coopération entre les villages. Les communes élaborent leurs propres plans de développement et créent de nouvelles institutions locales.

L'un des quatre programmes encourage la participation individuelle et communautaire, ainsi que l'engagement local et la décentralisation. Les autres visent à renforcer les capacités des institutions et de la société civile, à renforcer les institutions économiques et administratives, et à promouvoir les droits de l'homme et une culture de paix.

L'assistance technique du PAPNA en matière de gestion de l'eau et de sécurité alimentaire

Au niveau local, le PNUD soutient tout un éventail d'associations qui s'efforcent de faire reculer la pauvreté en renforçant les ressources locales. L'une d'entre elles est le PAPNA (Projet de Développement des Ressources agro-pastorales du Namentenga) un projet de développement pour les éleveurs de la province du Namentenga au Burkina Faso.

Le PAPNA privilégie le soutien aux initiatives locales relatives au renforcement de l'économie

locale, comme les projets de gestion de l'eau et l'investissement dans des programmes garantissant la sécurité alimentaire. Ces initiatives ont amélioré l'accès à l'eau potable, ont permis à plus de 1000 personnes d'avoir accès à l'alphabétisation et à des établissements de santé. Elles ont aussi contribué à la création de moulins à grains coopératifs.



Tous les jours, 23 femmes et hommes suivent les cours d'alphabétisation dans le centre de formation de Ouangamcé.

TÉMOIGNAGES

« Il faut vous réveiller, n'attendez pas que l'aide arrive, les animateurs villageois se mobilisent en faveur d'un développement local dynamique »

Un troupeau d'au moins un millier de têtes de zébus apparaît lentement à l'horizon, comme un mirage, et foule majestueusement le sable scintillant pour se rendre au barrage. Leur pelage mêle toutes les nuances de roux, crème, beige et brun rosé, avec des rayures et des points colorés. Leurs bosses élégantes se balancent doucement à chaque pas, alors que les bêtes s'approchent silencieusement du bord de l'eau. Elles se déploient en éventail dans l'eau peu profonde pour apaiser leur soif, leurs silhouettes contemplatives s'inscrivant sur un ciel pale.

La scène d'un jardin potager grouillant de monde qui surplombe le barrage est très différente : bruit, rires, clameurs et couleurs. Il est cinq heures de l'après-midi et la chaleur du jour s'estompe tandis que le soleil se couche à l'horizon.

Des femmes aux chemises et foulards colorés arpentent les allées bordées de rangées vertes de choux et d'oignons, soulevant le seau ou le récipient d'eau jusqu'à la hanche pour arroser abondamment les plants. Les nombreux trajets entre les parcelles et le barrage sont pénibles, mais l'effort est atténué par l'échange de propos taquins entre les travailleuses et leurs enfants.

Une motocyclette rouge arrive en pétaradant et Mariam Zongo saute à terre. Mariam, 35 ans, anime le PAPNA (Projet de Développement des Ressources agro-pastorales du Namentenga), un projet soutenu par le PNUD visant à développer les ressources des régions rurales.

Mariam est accueillie par Somsore Sawadogo, Présidente de la coopérative maraîchère. Elles se lancent dans une discussion à laquelle viennent se joindre Fatimata et Michelle Sawadogo, ainsi qu'Éveline Konsilga, des membres du comité de la coopérative. Les quatre femmes habitent le village de

Ouangamcé, l'un de ceux auxquels Mariam rend visite au moins deux fois par semaine pour son travail.

Les animatrices comme Mariam sont des agents communautaires « polyvalents », ce qui signifie qu'elles ont des connaissances sur toutes sortes de problèmes sociaux, notamment les mesures de santé préventives. « Hier, je leur ai parlé de la méningite » dit Mariam, « mais aujourd'hui je vais expliquer à ces femmes comment améliorer les repas familiaux et gagner un peu d'argent grâce à ce projet. »



Mariam Zongo, animatrice en partance pour une session de formation de renforcement de capacités

LE PROGRAMME DU PNUD AU BURKINA FASO

Le PNUD est le réseau mondial de développement du système des Nations Unies. Il prône le changement et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leur vie. Le PNUD est présent sur le terrain dans 166 pays, les aidant à identifier leurs propres solutions aux défis nationaux et mondiaux auxquels ils sont confrontés en matière de développement. Pour renforcer leurs capacités, ces pays peuvent s'appuyer sur le personnel du PNUD et son large éventail de partenaires.

Dans le contexte général de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015, les programmes s'articulent autour des concepts clés que sont la Gouvernance, la Réduction de la pauvreté, la Prévention des catastrophes et les Secours d'urgence, l'Énergie et l'Environnement, le VIH et le SIDA.

Dans son programme 2006-2010, le PNUD a décidé de privilégier trois domaines prioritaires, à savoir :

- L'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement, la réduction de la pauvreté et la gestion durable de l'environnement
- La promotion de la gouvernance
- La lutte contre le VIH et le SIDA

La contribution du PAPNA à ce projet est le résultat d'une discussion au comité de gestion local qui supervise les microprojets. Ceux-ci apportent un soutien direct au processus gouvernemental de décentralisation, selon lequel les 8000 villages du pays sont groupés en communes autonomes dans le but de renforcer leurs capacités de planifier, gérer et mobiliser des ressources pour leur propre développement. Les communes établissent leurs propres plans de développement et créent de nouvelles institutions locales, si nécessaire.

À Ouagadougou, le maraîchage est l'idée la plus récente que les 80 membres de ce groupe dynamique de villageoises ont eue. Depuis 2002, ce groupe gère un moulin offert par le PAPNA pour moulin des céréales, une activité rémunératrice couronnée de succès. « Nous avons donné au groupe le nom de « Namaneg b zanga » qui veut dire « Tout ira bien » dans notre langue, affirme Segbo Pategba, la présidente du groupe de femmes.



Le jardin potager de Yalgo procure des revenus aux femmes, et leur permet de nourrir leurs familles

Grâce à l'aide du PAPNA pour l'achat des premiers sacs de graines, l'optimisme du comité de maraîchage commence déjà à porter ses fruits. « Je les encourage en leur disant « Il faut vous réveiller – n'attendez pas que l'aide arrive » explique Mariam. « Ce que nous produisons ici est important, d'abord pour améliorer la nutrition des familles; maintenant, tout va bien, la vente du surplus rapporte de l'argent aux femmes. » Le village est situé au cœur de la région la plus pauvre et la plus isolée du Burkina Faso, où la plupart des gens vivent avec moins de 1 dollar américain par jour.

Le PAPNA a aussi financé la clôture qui délimite la parcelle, le filet qui protège les légumes contre les oiseaux, et la remise en état du sentier qui mène au barrage. Dans cette région qui semble de plus en plus exposée à des variations climatiques responsables tantôt de sécheresses tantôt d'inondations, cet apport alimentaire revêt une importance particulière.

L'augmentation des températures et les modifications enregistrées dans le régime des précipitations, qui pourraient être attribuées au réchauffement climatique, mettent en danger la principale activité économique de la région, l'élevage, ainsi que la production agricole, menaçant de réduire à néant l'approvisionnement alimentaire.

« Nous autres du PAPNA nous donnons un coup de pouce et des conseils techniques, » explique Mariam, « Mais seulement après que la communauté ait défini ses besoins prioritaires et choisi les activités. » Elle ajoute en souriant, « Tout vient d'elles – surtout l'énergie ! »

Somsore Sawadogo énumère les avantages que les femmes apprécient, « Tout le monde est mieux nourri, les enfants sont en meilleure santé (mais nous pouvons mettre en peu d'argent de côté pour payer le médecin si l'un d'entre eux tombe malade) et surtout, maintenant, nous avons un compte en banque et la possibilité d'obtenir un crédit pour élargir nos activités. »

Mariam sait d'expérience que c'est la progression habituelle : d'abord accepter un soutien pour faire ensuite des plans d'expansion; elle note que généralement, quand la confiance des villageoises augmente, elles envisagent de lancer des projets plus ambitieux et demandent un soutien pour un éventail plus large d'activités rémunératrices. Puisque l'aspect administratif du projet se développe, il est indispensable que ces femmes apprennent à lire, écrire et compter.

Pour faire face à ce problème, village après village, le PAPNA achemine l'aide du PNUD et met en place des cours d'alphabétisation (voir Encadré « Maintenant, je lis tous les jours – ce qui prouve que c'est possible! » – l'alphabétisation ouvre la voie à la démocratie et à l'autodétermination). À Ouagadougou, 23 hommes et femmes suivent quotidiennement des cours, assis côte à côte sur les bancs d'une salle de classe.

« Nous aimerions construire un vrai centre d'apprentissage pour les adultes, » dit Éveline, la trésorière du comité. Elle explique qu'au maraîchage, les femmes rêvent d'améliorations technologiques, comme l'installation d'une pompe à pied pour extraire l'eau du barrage et l'achat de chariots pour la transporter vers le haut et irriguer les cultures. « Avec ça, nous pourrions facilement faire pousser du riz ici » dit-elle, ajoutant, « et alors, on pourrait élargir le projet et inviter toutes les autres femmes qui nous demandent sans cesse de les intégrer. »



L'eau du barrage est utilisée pour arroser le jardin potager et abreuver les animaux

« Maintenant, je lis tous les jours – ce qui prouve que c'est possible! » – l'alphabétisation ouvre la voie à la démocratie et à l'autodétermination

Guinguiri Fourkanga, 39 ans, est un homme grand au sourire timide. Les lunettes perchées au bout du nez, il a l'air studieux d'un maître d'école lorsqu'il s'arrête pour déposer des documents dans le bureau du principal, à l'école du village. Mais il dit d'une voix douce, « Ça ne fait que quatre ans que je sais lire. J'étais le plus âgé de la classe; il y avait 60 élèves, dont beaucoup de femmes. »

Dans son village de la commune de Yalgo, dans la province de Namentenga, dans l'Est du Burkina Faso, aucun adulte ne savait lire avant que Guinguiri ne se porte volontaire pour s'inscrire au premier cours d'alphabétisation. Dans un pays où le taux d'alphabétisation est de 28,3 %, l'un des plus faibles du monde, la campagne visant à améliorer ce taux est une priorité urgente du gouvernement. Cette intervention est intimement liée à l'initiative de décentralisation en cours de réalisation dans le pays, car on sait aujourd'hui que l'auto-détermination ne peut exister si les gens n'ont pas la possibilité de faire entendre leur voix.

Le PNUD Burkina Faso, en soutenant la décentralisation, qui est l'un des piliers de son assistance au gouvernement, accorde son appui à tout un éventail d'ONG qui organisent des cours comme celui suivi par Guinguiri. Lorsque son niveau s'est amélioré, il a décidé de passer un examen pour devenir formateur et partager ses compétences avec d'autres.

« Nous n'avons été que 7 à réussir l'examen, » se souvient-il. Puis il a commencé à donner un cours de 8 semaines dans son village natal, enseignant de 8 heures à 14 heures six jours par semaine. Auparavant, il gagnait sa vie en travaillant dans les champs; aujourd'hui, son salaire est le triple de ce qu'il gagnait à l'époque.

Maintenant « au moins 60 personnes » savent lire dans le village, affirme Guinguiri, ajoutant, « je lis tous les jours – ce qui prouve aux autres que c'est possible ! » Il se rafraîchit sans cesse la mémoire en feuilletant son manuel d'enseignement de l'alphabétisation, mais il lit aussi le journal et se tient au courant de l'évolution du VIH et du SIDA, rassemblant également des informations sur la santé et l'hygiène qu'il communique à la communauté.

« Je me considère aujourd'hui comme un agent du changement, » dit-il, en parlant du statut que lui confèrent ses nouvelles compétences en matière d'alphabétisation dans la langue locale, et de maîtrise du calcul. Il écrit des lettres pour les gens et devient souvent, faute d'autre candidat, médiateur dans des crises familiales.

Il s'est investi profondément dans le comité du Plan de développement local, qui définit les priorités de l'action communautaire. Ce sujet provoque beaucoup de discussions tout comme les plans annuels d'investissement communautaire, ce qui est important dans un contexte où la démocratie participative fait ses premiers pas et où la population connaît généralement mal le cadre politique et législatif qui régit les autorités locales ou la manière d'accéder aux ressources.

« Nous avons besoin davantage de formateurs comme moi parce qu'avec les connaissances et la compréhension que nous avons acquises nous sommes mieux à même de discuter des choses et de déterminer quelles sont les bonnes décisions à prendre, » conclut Guinguiri.

Il constate qu'un large éventail de problèmes communautaires est soumis au comité, des sujets qui doivent être classés par ordre prioritaire comme la qualité de l'approvisionnement en eau, la propreté de la maison et des espaces publics, l'élaboration de plans pour élargir le marché et pour réparer l'école (voir Encadré « Nous devons investir immédiatement dans l'avenir de nos enfants » – Les nouvelles salles de classe de l'école de Yalgo prouvent que la communauté se préoccupe de l'avenir des générations futures.)



Fourkanga Guinguiri formateur : « De nos jours, tout le monde a besoin de savoir lire et écrire. Avec la connaissance on peut participer à la vie de la communauté et prendre les meilleures décisions »

Protéger la ressource essentielle du Namentenga – le PAPNA aide les communautés à planifier pour privilégier la santé des animaux

Il faut faire vacciner le bétail deux fois par an, une fois avant le mois de décembre et à nouveau pendant les mois de mai ou de juin. Tôt le matin, au lever d'un soleil voilé, le premier éleveur amène tranquillement ses 15 vaches dans des installations construites récemment près de Yalgo, dans la province du Namentenga, à l'Est du Burkina Faso, où l'injection peut facilement être administrée.

Ces installations, que les éleveurs appellent « parc de vaccination » sont établies au sommet d'une crête balayée par les vents du plateau Moosi, avec vue imprenable sur un paysage ondulant qui se déroule de tous les côtés, vagues d'herbe jaune parsemée ça et là d'arbres isolés. Jusqu'à 300 vaches grimperont d'un pas lent avant le coucher du soleil, aujourd'hui, demain et tous les jours au cours des prochaines semaines.

Le troupeau est confiné dans un espace entouré d'un système de barrières métalliques montées sur des bases en béton. Les animaux sont ainsi canalisés, l'un derrière l'autre, jusqu'à un endroit où ils sont enfermés, sans possibilités de résister ou de reculer, alors que la seringue plonge dans leur flanc. Dès que l'aiguille est retirée, la porte de la barrière s'ouvre, et la vache s'éloigne tandis qu'une autre prend sa place.

Le parc est une construction récente, en partie financée par la commune de Yalgo. Plus bas sur la colline, l'ancienne installation a été abandonnée, sa lourde structure de bois recouverte de poussière. Aujourd'hui, la rotation est rapide, un processus bien huilé qu'observent trois personnes étroitement concernées par ses résultats.



Plus de 300 vaches sont vaccinées par jour dans ce parc de Yalgo





Les moyens d'existence ici sont intimement liés à l'accroissement du cheptel

Le premier à s'exprimer est Seydou Rouamba, du comité local de gestion qui supervise les microprojets planifiés par les 11 villages de ce secteur de la commune. Il explique, « Il avait été décidé qu'une des priorités de notre plan de développement était de posséder des installations en bon état. »

Le bétail est la ressource essentielle et son importance économique est non négligeable dans cette région qui est l'une des plus pauvres et isolées du pays. Les agro-éleveurs, pour qui la mobilité de l'élevage est le seul système viable d'utilisation des terres, se battent ici pour maintenir leur mode de vie semi-nomade traditionnel et se préoccupent profondément de la santé de leurs bêtes.

Ils doivent faire face à des conditions très difficiles. Dans la région, les sols dégradés souffrent d'érosion, dans un environnement fragile rendu encore plus vulnérable par le surpâturage et la déforestation – dans un climat où des précipitations irrégulières entraînent des sécheresses récurrentes. Au cours des dernières années, le régime annuel des précipitations a été perturbé. La pluie tombe habituellement entre mai et octobre, la saison pendant laquelle poussent les cultures de terres arides comme le millet et le sorgho.

Aujourd'hui, en raison peut-être du réchauffement de la planète, les pluies sont de moins en moins prévisibles. Aussitôt mis en terre, les jeunes plants sèchent et meurent quand les pluies viennent à

manquer, et il devient très difficile de s'assurer que l'on dispose d'une quantité d'eau suffisante pour les animaux. Mais il arrive aussi – par exemple lors des huit précipitations de plus de 150 mm en 2007 – qu'une pluie torrentielle s'abatte sur certaines zones, provoquant des inondations qui emportent des villages entiers.

Située à quelques centaines de kilomètres seulement du Sahel aride, la menace de la désertification plane toujours sur la province du Namentenga. L'aide aux éleveurs pour qu'ils comprennent mieux leur propre système de subsistance et prennent

des décisions éclairées sur la manière de déployer des ressources pour le renforcer, compte tenu de leurs valeurs et de leurs priorités, est devenue encore plus cruciale dans ces conditions écologiquement difficiles.

Amadou Bari, un technicien vétérinaire local, parle du parc de vaccination comme d'un « investissement essentiel » pour une communauté dont les moyens de subsistances dépendent entièrement de l'élevage. Il se penche au-dessus de la barrière pour caresser le museau noir et blanc d'une vache en soulignant l'importance des interventions préventives pour protéger les animaux contre les maladies comme la péri pneumonie contagieuse bovine, qu'ils risquent de contracter à l'approche de décembre.

Boukary Bamago, un agent du PAPNA (Projet de Développement des Ressources agro-pastorales du Namentenga), un projet soutenu par le PNUD visant à développer les ressources agro-pastorales du Namentenga, est du même avis. Il confirme, « Le parc de vaccination était sur la liste des priorités identifiées par les communautés pour le Plan quinquennal de développement local, avec l'éducation, les pompes à eau et une amélioration de la production alimentaire pour renforcer la sécurité des ménages. »

Il décrit les mécanismes qui ont mené aux choix faits lors de l'Assemblée générale organisée en 2004 par la commission communale de Yalgo et explique, « C'est

exactement le type d'activités communautaires que le PAPNA finance. Nous répondons aux demandes des communautés qui se chargent de la planification, de la gestion et de la mobilisation des ressources pour leur propre développement, et nous encourageons la coopération entre les villages. »

Seydou Rouamba ajoute, « Cette année, à Yalgo, nous avons inclus le parc de vaccination dans notre plan d'investissement annuel car nous avons pu réunir les 5 % des fonds nécessaires requis par le PAPNA, et aussi trouver des moyens d'apporter une contribution en matériel, comme le sable et le gravier nécessaires pour la construction. »

Quand le troupeau redescend tranquillement la colline pour regagner son pâturage, les sabots des vaches soulevant à chaque pas un nuage de poussière, un sentiment de satisfaction générale émane des trois hommes qui les regardent s'éloigner et se serrent la main avant de remonter dans leur voiture. Il est clair que pour tous les acteurs concernés, le système de planification et de dépenses communautaires de Yalgo produit des résultats bien visibles et valait la peine d'être établi – et, en extrapolant, il constitue un exemple local précieux de transfert réussi des responsabilités vers le niveau communautaire et de progression vers l'autodétermination et l'autonomie.

« L'avenir de nos enfants exige que nous investissions immédiatement » – Les nouvelles salles de classe de Yalgo montrent que la communauté se préoccupe des générations futures

Le Burkina Faso, bien qu'il soit l'un des pays les plus pauvres du monde, a une société résolument tournée vers la modernité, dans laquelle les mots « démocratie et décentralisation » sont sur toutes les lèvres. Pourtant dans ce pays, il y a encore des villages où aucun adulte ne sait lire et écrire. L'instruction de la jeune génération, particulièrement pour les communautés qui étaient mal desservies dans le passé, prend une signification et une valeur bien compréhensibles qu'il ne faut pas sous-estimer.

Le gouvernement s'est doté d'un plan décennal pour l'éducation de base (le PDDEB). Lancé en 1999, il a été conçu pour élargir l'éducation de base et améliorer les taux de scolarisation dans les écoles primaires de l'ensemble du pays. Un groupe d'élèves bien équipés qui progressent régulièrement dans leur scolarité, constitue une base solide sur laquelle la décentralisation peut s'appuyer et devenir un processus significatif.

L'une des écoles primaires de Yalgo, une ville située dans la province de Namentenga, dans l'Est du Burkina Faso, est un bon exemple de l'action des autorités qui ont su tenir compte du sentiment de la communauté, selon lequel l'investissement dans l'éducation des enfants ne pouvait pas attendre. « Nous avons étudié les cartes et les avons adaptées aux priorités communautaires, » explique Seydou Rouamba, qui siège au comité de gestion local qui a approuvé le Plan quinquennal de Développement local de la commune de Yalgo.

En 2006, le plan d'investissement annuel a été conçu de façon à inclure la reconstruction d'un bâtiment regroupant trois salles de classe, celui de la commune qui était dans le plus mauvais état et où les effectifs étaient particulièrement surchargés, puisque cette école accueillait 600 élèves dans des locaux inadaptes et délabrés.

La nouvelle section de salles de classe, un bâtiment en ciment peint en blanc avec des cadres de fenêtres verts, contraste fortement avec les vieux bâtiments à la peinture écaillée et aux portes de guingois situés en demi-cercle autour de la cour de récréation. En partenariat avec l'ONG PLAN international, l'école a bénéficié d'activités de formation pour les enseignants, de mobilier pour les salles de classe, qui sont toutes dotées de nouveaux bancs tout propres.

Le PNUD Burkina Faso, qui s'est engagé à soutenir l'action gouvernementale en faveur de la décentralisation, de la participation citoyenne et du développement, par l'intermédiaire du programme DEPACIDEL, est partenaire du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation dans des projets comme cette construction d'école à Yalgo. Dans ce cas particulier, le PNUD a versé des fonds pour la reconstruction, tandis que la communauté a fourni les briques, le sable et le ciment.

ORIENTATIONS FUTURES

Avec la communalisation intégrale du territoire national, de nouvelles pistes porteuses d'espoir se dessinent pour les collectivités territoriales dans leur recherche permanente de moyens visant à accroître l'offre de services publics de base, et à améliorer les conditions de vie de leurs citoyens.

Dans cette perspective, le PNUD envisage de poursuivre son appui technique et financier en étroite coordination avec les autres partenaires au développement pour aider le Gouvernement à relever les défis actuels qui portent notamment sur :

- La faiblesse de capacités et d'appui techniques aux services déconcentrés et aux collectivités territoriales.
- L'amélioration du taux d'alphabétisation des acteurs locaux, et l'appropriation des textes régissant le processus de décentralisation ;
- La mobilisation des ressources pour le financement de la décentralisation ;

Les interventions futures du PNUD et du FENU porteront sur deux axes.

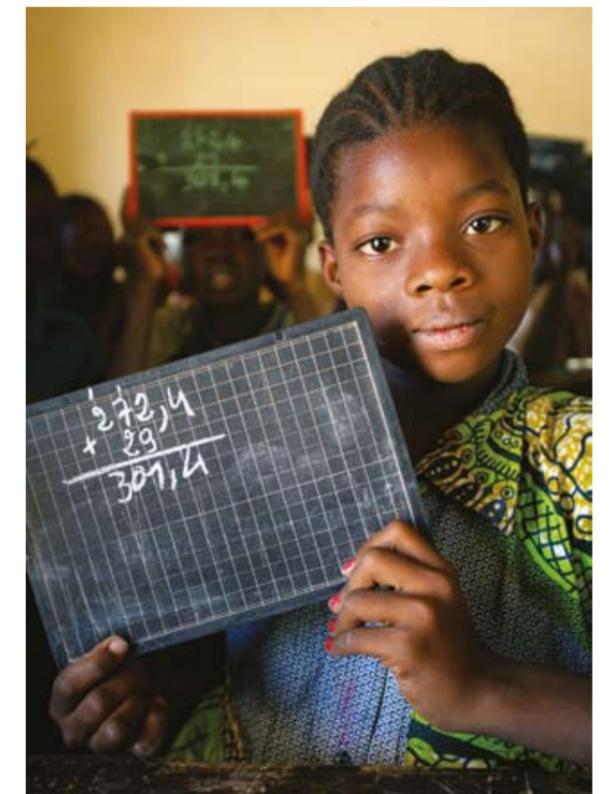
Le premier axe portera sur le renforcement des capacités des acteurs aux niveaux communal et régional. Le PNUD/FENU poursuivra son appui dans le domaine du renforcement des capacités tant au niveau local que régional. Les appuis précédents ont démontré que le mécanisme de financement, Fonds de Développement Locaux (FDL), a été un outil efficace pour l'apprentissage progressif à la programmation locale de type participatif et il a créé de réelles opportunités pour la promotion de la maîtrise d'ouvrage locale et le développement de la participation citoyenne dans toutes les séquences du développement. Ces outils de programmation et de gestion du développement local renforcent l'identité des institutions locales et régionales dans leur rôle de promotion des économies locales et de contribution au processus d'atteinte des OMD.

En s'inscrivant dans cette vision, le PNUD/FENU prolongera son appui dans le cadre du Fonds Permanent de Développement des Collectivités Territoriales (FPDT) à travers le guichet régional de la Région de la Boucle du Mouhoun que va créer le projet d'Appui aux Communes Rurales et aux Initiatives

Communautaires (ACRIC). Un plaidoyer sera engagé pour fédérer les actions des différentes agences du Système des Nations Unies et d'autres Partenaires Techniques et Financiers à travers une synergie d'actions dans la région de la Boucle du Mouhoun, pour y promouvoir un véritable développement socio économique durable.

Il s'agira d'y créer les capacités techniques mais aussi de gestion économique et financière nécessaires, pour faire de la décentralisation un mode privilégié de gouvernance locale fondé sur une approche participative et concertée au service du développement à la base.

Le deuxième axe portera sur l'appui, au niveau national, dans la mise en œuvre de la stratégie du Gouvernement dans l'opérationnalisation du Fonds Permanent de Développement des Collectivités Locales. L'appui portera également sur les mécanismes de pilotage, de capitalisation des outils de gestion du développement local et le suivi de la décentralisation à travers le Cadre Stratégique de Mise en œuvre de la Décentralisation (CSMOD).



le moulin à céréales est un exemple de succès de l'assistance du PNUD dans le soutien des activités génératrices de revenus des femmes

ACRONYMES

ADEPAC	Appui à la décentralisation et à la participation citoyenne	PAPNA	Projet de Développement des Ressources agro-pastorales du Namentenga
DEPACIDEL	Programme gouvernemental spécial d'appui à la décentralisation, à la participation citoyenne et au développement	PDDEB	Plan de développement de l'éducation de base
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement	SIDA	Syndrome de l'immunodéficience acquise
ONG	Organisation non gouvernementale	VIH	Virus de l'immunodéficience humaine



